

États-Unis : midterms à haut risque pour les Démocrates

Thérèse Rebière, Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) et Isabelle Lebon, Université de Caen Normandie

Publié le 10 novembre 2022 – Mis à jour le 15 novembre 2022

À l'occasion des élections américaines de mi-mandat du 8 novembre 2022, une partie importante du Congrès américain va être renouvelée : la totalité des 435 sièges de la Chambre des Représentants (actuellement à majorité démocrate), ainsi que 35 des 100 sièges du Sénat (actuellement répartis à 50-50 entre Républicains et Démocrates et départagés par la voix de la vice-présidente Kamala Harris).

L'Europe et le monde

États-Unis : midterms à haut risque pour les Démocrates

Thérèse Rebière
et Isabelle Lebon

le blog du Cnam



crédit: @pixabay | Dircom-Cnam - LF - novembre 2022

États-Unis : midterms à haut risque pour les Démocrates

Dès le début du mandat de Joe Biden, les projections étaient plutôt pessimistes quant à la capacité du [Parti de l'Âne](#) à maintenir une majorité au Congrès après les élections de mi-mandat. Ces sombres pronostics ont incité les Démocrates à appliquer tambour battant le programme électoral de Joe Biden afin de profiter au maximum de leur étroite marge de manœuvre au cours des deux premières années du mandat présidentiel.

Un bilan conséquent à mi-mandat, mais...

Bon an mal an, les Démocrates ont réussi à mettre en œuvre une grande partie du [programme](#) sur lequel Joe Biden avait été élu : plan de sauvetage de l'économie pour répondre à la crise, plan de rénovation des infrastructures vieillissantes du pays et politiques de reconstruction sociale.

[Près de 80 000 lecteurs font confiance à la newsletter de *The Conversation* pour mieux comprendre les grands enjeux du monde. [Abonnez-vous aujourd'hui](#)]

Si les réformes engagées sont globalement saluées par le camp démocrate, toutes ne font pas consensus dans la classe politique, ni parmi les électeurs. Les tensions inflationnistes constatées dès la reprise de l'activité économique à la mi-2021 sont rapidement devenues la première préoccupation de la population et ont été imputées à l'administration démocrate.

Sur le plan intérieur, ces tensions ont conduit l'indépendante Réserve fédérale à appliquer en 2022 une politique de contraction monétaire qui pourrait nuire à la croissance et au plein-emploi retrouvé.

Sur le plan extérieur, le retrait chaotique des troupes d'Afghanistan, [pourtant souhaité par les Américains](#), a durablement écorné [l'image de chef de guerre](#) de Joe Biden, ouvrant ainsi une [brèche](#) favorable au camp républicain, alors que le soutien à l'Ukraine, [validé par les trois quarts de la population](#), semble avoir *a contrario* [peu de poids](#) sur les choix des électeurs.

Un plan de sauvetage de l'économie contesté

À son arrivée à la Maison Blanche, Joe Biden met en œuvre un vaste plan de soutien à destination des familles et entreprises, l'ARPA ([American Rescue Plan](#)), pour répondre aux difficultés socio-économiques engendrées par la pandémie.

Entre autres mesures, ce plan d'un montant global de 1 900 milliards de dollars poursuit la politique d'aides directes au pouvoir d'achat à travers l'octroi de chèques aux ménages américains. [L'adoption par le Sénat](#) de ce plan de sauvetage en juin 2021 repose sur les seules voix démocrates. Il sera finalement entériné au mois de novembre, alors même que le camp républicain accuse le plan d'être trop ambitieux et de grever le budget fédéral tout en favorisant les tensions inflationnistes.

De fait, l'ensemble des plans de sauvetage, incluant ceux décidés sous la mandature de Donald Trump, aura budgété environ 5 000 milliards de dollars de dépenses, soit nettement plus de 20 % du PIB de 2019, et la reprise de l'activité économique s'accompagne d'un taux d'inflation élevé (5,4 % sur un an en juin 2021, 6,2 % en octobre) dont les causes multiples sont difficiles à démêler.

Il est dès lors aisé pour les Républicains d'accuser le plan de relance de Joe Biden d'être la [cause majeure de cette hausse des prix](#), [arguant](#) d'une part que l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages se traduit directement par une hausse des prix de vente et, d'autre part, que les aides supplémentaires permettent aux Américains d'être attentistes face au retour à l'emploi, phénomène qui génère aussi bien des pénuries de main-d'œuvre que des démissions ([big-quit](#)), poussant ainsi les salaires à des hausses qui sont ensuite répercutées sur les prix.

Des rénovations d'infrastructures qui font consensus, au contraire de « Build Back Better »

Le plan de rénovation des infrastructures a fait davantage consensus, car il s'agissait d'un chantier souhaité également par les Républicains. Joe Biden a ainsi cherché un compromis avec une partie des Républicains pour faire voter par le Congrès, à l'été 2021, le [Bipartisan infrastructure investment and jobs Act](#) qui prévoit un montant d'environ 550 milliards de dollars pour la réhabilitation de différents types d'infrastructures : transports en commun, réseau ferroviaire, réseau routier, ponts, système de distribution d'eau, réseau Internet, etc.

En revanche, l'ambitieux programme social et environnemental de Joe Biden, « Build Back Better », est à la peine. En septembre 2021, la Chambre des Représentants vote un plan de 1750 milliards de dollars pour sa mise en œuvre.

Mais les sénateurs démocrates Joe Manchin et Kyrsten Sinema [déclarent qu'ils s'opposeront au texte](#) si d'aventure il arrivait en l'état au Sénat. Chaque voix démocrate étant nécessaire à l'obtention d'un vote favorable au Sénat, le projet est alors mis en attente avant d'être modifié à la faveur de négociations entre le leader des Démocrates au Sénat Chuck Schumer et de Joe Manchin.

Un an plus tard, le texte sera finalement adressé au Sénat avant d'y être acté en août 2022. Entre temps, le programme aura changé de nom pour devenir le [Inflation Reduction Act](#).

« Réduire l'inflation », vraiment ?

Les [Démocrates](#) et [Joe Biden le premier](#) ont beau le marteler, le *Inflation Reduction Act* n'a pas grand-chose à voir avec un programme désinflationniste sur le court terme.

Ce plan prévoit des dépenses d'un montant de [430 milliards de dollars](#) sur dix ans, centrées sur le verdissement de l'économie américaine, pour atteindre une réduction de 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 en subventionnant notamment l'industrie décarbonée. Le reste des fonds sera consacré à l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages américains à travers la [réduction des frais de santé](#), notamment pour les plus modestes.

Plus qu'un plan visant à lutter contre l'inflation actuelle, il s'agit de réduire les dépenses sur le plus long terme en ayant recours à des énergies vertes maîtrisées devenues moins coûteuses que les énergies fossiles. Si l'effet de long terme pourrait très [modestement réduire l'inflation](#), les pressions inflationnistes à court terme pourraient même s'accroître du fait de l'introduction d'un taux d'imposition minimal de 15 % sur les bénéfices des entreprises, que celles-ci pourraient répercuter sur les prix. Au demeurant, Joe Biden reconnaît lui-même que la lutte contre l'inflation est [du ressort de la Réserve fédérale](#), pas du gouvernement.

L'annulation partielle de la dette étudiante

À la rentrée 2022, les Démocrates mettent en application une dernière grande promesse électorale du candidat Biden : l'allègement de la dette étudiante, qui ne cesse de grossir ces dernières années du fait du coût toujours plus élevé de l'éducation supérieure.

Cette dette pèse sur environ 45 millions d'Américains et met nombre d'entre eux en difficulté. Le [Student Loan Relief Act](#) concerne [43 millions d'individus gagnant moins de 125 000 dollars](#) qui vont bénéficier d'une annulation partielle de dette pour un [coût global](#) d'environ 400 milliards de dollars. Joe Biden s'est prévalu d'une loi de 2003 autorisant une telle annulation en période d'urgence nationale, en l'occurrence une urgence créée par la pandémie, pour éviter un passage devant le Congrès. Dans ses premières décisions, la justice a [débouté les Républicains](#) qui avaient déposé des recours contre cette décision.

Un redécoupage électoral biaisé en faveur des Républicains

Les *midterms* sont traditionnellement [défavorables au gouvernement en place](#) et le bilan des réformes à mi-mandat n'est pas de nature à faire déroger à cette règle. Et cela, d'autant plus que le nouveau redécoupage des districts est peu favorable aux Démocrates.

Les 435 districts de la Chambre des Représentants ont fait l'objet d'un redécoupage en 2021-2022 sur la base du dernier recensement décennal de la population. Théoriquement, il s'agit simplement de rééquilibrer les districts, afin que chaque siège représente le même nombre d'électeurs. Mais, dans la plupart des États, c'est la majorité de l'assemblée législative qui redessine les districts, avec comme principale préoccupation de se garantir *a priori* le plus grand nombre possible de sièges. Il en résulte une [carte électorale](#) qui ne fait qu'entériner la répartition géographique des électeurs, avec des districts franchement républicains ou franchement démocrates.

Au final, le résultat électoral ne serait incertain que pour 40 des 435 sièges à la Chambre des Représentants : 208 reviendraient automatiquement aux Républicains et 187 aux Démocrates. Ces derniers auront donc le plus grand mal à conserver la majorité à la Chambre. Les prévisions sont plutôt meilleures au Sénat où les Démocrates n'ont à défendre que [14 des 35 sièges remis en jeu, contre 21](#) pour les républicains. Malgré cela, l'administration Biden pourrait se retrouver face à un Congrès beaucoup plus hostile à sa politique après les *midterms*.

La Cour suprême et l'avortement

Quelques événements récents modifient cependant les perspectives de ces *midterms*. Le plus marquant est indubitablement [l'annulation le 24 juin 2022](#) par la Cour suprême à majorité républicaine de l'arrêt *Roe vs Wade*, qui garantissait depuis 1973 le droit à l'interruption volontaire de grossesse au niveau fédéral. Dans la foulée, un [grand nombre d'États](#) ont restreint ou interdit l'avortement.

Cette décision hautement conservatrice, qualifiée d'[erreur tragique](#) par Joe Biden, n'est pas du goût de tous les candidats républicains, qui constatent un [manque de soutien](#) d'une partie de leur électorat : en juillet 2022, [62 % des Américains interrogés](#) affichaient leur soutien au droit à l'avortement, et 49 % de l'électorat républicain modéré désapprouvait la décision de la Cour suprême.

Deux signes viennent corroborer ces sondages. Premièrement, les électeurs de l'État conservateur du Kansas appelés à se prononcer par [référendum](#) sur une restriction du droit à l'avortement l'ont rejetée par près de 60 % des voix. Deuxièmement, une [augmentation de la proportion des femmes](#) parmi les personnes s'inscrivant sur les listes

électorales a été observée depuis l'annulation de l'arrêt. Ce rejet de la remise en cause du droit à l'avortement pourrait cependant ne pas suffire à renverser la tendance en faveur des [Démocrates](#) tant les Américains s'inquiètent d'une hausse de l'inflation qui grève leur pouvoir d'achat.

[Thérèse Rebière](#), Maître de conférences en économie, [Conservatoire national des arts et métiers \(CNAM\)](#) et [Isabelle Lebon](#), Professeur de Sciences Economiques, directrice adjointe de la Maison de la Recherche en Sciences Humaines, [Université de Caen Normandie](#)

Cet article est republié à partir de [The Conversation](#) sous licence Creative Commons. Lire l'[article original](#).

 | International

<https://blog.cnam.fr/l-europe-et-le-monde/international/etats-unis-midterms-a-haut-risque-pour-les-democrates-136914>